

SYNDICAT D'INITIATIVES

Syndicat d'Initiatives n'est pas à proprement parler un collectif, mais plutôt un espace intersubjectif, expérimental, mobile, ponctuel, qui ouvre des zones de réflexion, d'actions et de collaborations suivant des problématiques spécifiques liées aux paysages (artistiques, urbains, économiques...) que nous rencontrons. Le voyage peut servir de méthode d'enquête. Comme une sonde jetée dans ce que nous présumons du/des paysage(s). Ces enquêtes se mettent en place de manière intuitive et tendent à nous rapprocher de nouveaux individus et collectifs, qui travaillent à créer des zones d'autonomie, d'expérimentations et de transformations sociales, en tout cas de nouvelles formes politiques.

Nous tentons de développer différentes situations de rencontres et des dispositifs que nous essayons de penser comme des outils... Ces dispositifs-outils deviennent réagencables ailleurs, avec ou sans nous. Il s'agit de manuels de jeux, de base de donnée collaboratives (base de données sur les protocoles de débats, base de données sur les luttes urbaines, base de données sur les outils d'autonomie), d'une zone de documentation (réagencée selon les dispositifs de rencontre initiés), de mises en place de réseau d'échanges de savoirs (troc de langues), d'objets-outils activables en situations (Fourmobil), d'explorations urbaines (canyoning périurbain, parcours-cueillette pour un Jardin Mobile), d'actions dans l'espace public (Ouverture du Syndicat d'Initiatives de la rue Sanche de Pomiers à Bordeaux, Jardin Mobile, Assises Mobiles), ou encore programmations de rencontres avec des collectifs développant des pratiques de réappropriation d'espaces, d'écologie et d'économie alternative...

CARTOGRAPHIE DES LUTTES URBAINES & CONQUÊTES D'ESPACES

« Tous les concepts esthétiques, y compris le concept d'art lui-même, ne sont que des instruments qui doivent être mis à l'épreuve, et révisés lorsqu'ils ne parviennent pas à nous offrir la meilleure expérience possible. » John Dewey¹

Bref états des lieux des paysages que nous traversons. De nos jours, le principe de « gouvernance urbaine »² entraîne la mise en concurrence des villes, qui opèrent des choix programmatiques stratégiques aux dépens des populations locales. Ainsi on observe par exemple :

Grenoble. Prise dans son devenir de technopole scientifique dans le domaine des micros et nanos technologies (financé par l'armée, l'état et de grandes multinationales comme L'Oréal), entraînant la répression systématique des milieux contestataires en présence.

Bruxelles. Et ses déchirures urbanistiques, dues à un siècle de spéculation immobilière favorisée par le développement bureaucratique et l'implantation des quartiers européens, entraînant la destruction de ses quartiers les plus populaires, rasés et remplacés par des tours de bureaux.

Bordeaux. Et la patrimonialisation du centre historique répondant à des ambitions de développements touristiques et d'implantation de familles aisées dans le centre ville, au détriment des populations socialement et économiquement plus précaires, déplacées dans les banlieues vers un devenir invisible. Trois scénarios résumés de développements économi-

ques qui se rejouent à un niveau mondial, entraînant des transformations essouffantes des paysages urbains – et par extension des campagnes³.

Les pratiques artistiques sont souvent utilisées par les acteurs institutionnels à des fins de pacification sociale et de marketing politique. Il s'agit de « faire passer la pilule » auprès des habitants concernés par ces transformations urbanistiques qui cachent bien souvent des intérêts purement spéculatifs. Là, le développement culturel, comme le développement scientifique, devient un « faire-valoir » au service du rayonnement territorial. Il est en effet aujourd'hui difficile d'échapper à la surenchère culturelle vantant le dynamisme de telle ou telle ville (entre autres exemples : « festival Novart » à Bordeaux, « Forum des cultures » à Barcelone, « Les nuits Blanches » à Paris, « Lille capitale culturelle européenne ») où se dessine le nouveau vedettariat artistique et culturel. Beaucoup d'artistes, dans un souci économique et par désir de notoriété, acceptent de jouer ce jeu politique.

Est-il encore possible d'envisager l'art comme un outil d'émancipation et de transformation sociale et politique ? En ce sens qu'il serait le lieu de l'élaboration d'une pensée critique ? Vers l'émergence de nouvelles formes politiques, économiques et relationnelles ? Vers la création de nouveaux espaces publics ?

Quelles lignes de fuite tracer face à la normalisation des espaces urbains et aux processus d'isolement provoqués par cette normalisation ? Face à l'assujettissement de la recherche scientifique à la gestion et à la surveillance des flux humains ? Face à l'assujettissement

de l'art et de la culture à une logique de marketing urbain ? Ces questions traduisent les inquiétudes qui nous mettent au travail.

EXPÉRIENCES ET OUTILS...

Le paysage n'est pas une donnée extrinsèque, une chose que l'on contemple ou que l'on consomme, mais une chose que l'on rencontre et avec laquelle on interagit, une chose qui nous modèle mais que nous pouvons modeler également. Il s'agit pour nous de reprendre possession de nos moyens d'agir sur les réalités que nous traversons et qui nous transforment.

Dans ces paysages en mutation, où l'hyper locale dépend à présent étroitement du développement de l'économie globale, des habitants tentent de résister à la destruction des tissus sociaux dans lesquels ils vivent. Ci et là, des usagers s'organisent, développant leur propre expertise des situations urbaines complexes qu'ils éprouvent, élaborant des tactiques pour freiner la gentrification et faire exister leurs espaces vitaux. Autant d'outils et de récits d'expériences qui échappent la plupart du temps à toute médiatisation (mis à part quelques médias d'information libres). Autrement dit, des pans entiers d'expérimentations collectives qui s'évaporent...

Ces outils qui s'expérimentent au fur et à mesure de leurs fabrications, éprouvent aussi leurs limites – vu la vitesse d'intégration par le capitalisme cognitif des savoirs et modes d'expressions émergents.

Dans les techniques de conquêtes d'espaces urbains, comme le squat par exemple, les données urbanistiques et juridiques s'ouvrent sur des interstices que l'usage du squat visibilise. Données urbanistiques et juridiques au sein desquelles les normes de sécurité – qui servent l'infantilisation intégrée et l'assujettissement des initiatives populaires – se révèlent trafiquables. Les zones inoccupées ainsi mises en lumière par leurs nouvelles fonctions (logements collectifs, activités publiques...) redéfinissent de nouvelles expériences

populaires. Néanmoins on peut observer l'accélération des programmes urbanistiques conjointement à cette « mise en lumière ». Parfois lorsqu'il s'agit de squats d'artistes, les projets d'occupations font l'expérience d'une récupération politique et se retrouvent malgré eux piégés dans des logiques de marketing culturel. On a vu des villes s'enorgueillir de leurs friches artistiques autogérées drainant un public important et cela, au bénéfice des municipalités, conscientes qu'elles n'avaient pas à engager le moindre investissement logistique, financier ou communicationnel pour satisfaire la demande culturelle de leurs concitoyens. Ainsi l'Office du Tourisme à Berlin proposait-ils à une époque des circuits touristiques autour de l'underground culturel ayant investi les nombreuses friches de la ville.

On éprouve là les possibilités et les limites d'une pratique, d'un outil. Et, il est intéressant de considérer les nouvelles techniques adoptées par certains usagers pour échapper à cette logique de récupération. Pour certains il s'agira de réfléchir plus activement aux questions d'autonomies quotidiennes et alors de conquérir des espaces en milieu rural afin d'inventer de nouveaux moyens d'autosubsistance (alimentaire, énergétique...). Pour d'autres, il s'agira de rester sur le terrain urbain, en occupant de manière invisible (dissémination) mais en poursuivant des activités de veille politique et de production et diffusion de connaissances. Pour d'autres encore il s'agira de poursuivre un travail de « visibilisation » des espaces vides, et des richesses en jeu dans ces pratiques... Certains encore, par la mise en place d'actions symbolique, chercheront à récupérer de la visibilité médiatique pour instaurer le rapport de force avec les représentants institutionnels et politiques.

C'est toute une pragmatique des situations qui reste à inventer, et par pragmatique, nous entendons tout d'abord une attention, toujours située à l'intérieur d'agencements spécifiques, aux effets, à ce qui bloque, empêche et limite une construction collective des situations dans lesquelles sont engagées différentes

pratiques. C'est à partir de ce repérage que peut se mettre en place une véritable écologie des pratiques qui fonctionnerait par alliances et connections. Ensuite, nous entendons par là l'exigence d'une pensée entièrement organisée autour de l'invention et de la production de « techniques ». Souvent celles-ci n'apparaissent que comme des médiations au service des projets qui leur donneraient sens. Si nous avons quelque chose à apprendre des collectifs d'usagers, des modes par lesquels des publics se sont constitués à l'occasion de décisions qu'ils voulaient reformuler, c'est bien que l'essentiel se situe dans la mise en place de redéfinition des techniques et des dispositifs qui s'imposent sous la forme d'évidence.⁴

VERS UNE ARCHIVE VIVANTE

Il serait bon de faire la collecte de ces expériences – tactiques, outils... – pour les réinjecter et les ré-interpreter dans d'autres situations de conflits d'intérêts urbains.

C'est pourquoi nous nous proposons de dessiner une cartographie des luttes urbaines et conquêtes d'espaces dans les différentes villes que nous habitons (Bruxelles, Bordeaux, Grenoble...). Il s'agit de collecter de manière collaborative des récits de résistances locales, de recettes et de tactiques mises en places par différents habitants, collectifs et associations pour s'approprier des espaces et lutter contre des projets d'aménagements du territoire ou des situations de spéculation immobilière mettant à mal des environnements urbains singuliers, vécus...

Le logiciel libre et son mode de construction basé sur la collaboration, la gratuité et la mise à disposition des savoirs produits, constitue un modèle politique et artistique viable à nos yeux⁵. Des individus se sont attelés à rendre l'outil informatique abordable et participatif, en développant des systèmes d'édition qui ne nécessitent pas un savoir technique particulier et qui plus est, facilitent des modes de travail collaboratifs. C'est le cas de wikipédia, encyclopédie libre en constante évolution, alimentée et

traduite par ses utilisateurs même, ou encore spip, un système de publication en ligne qui permet d'alimenter à plusieurs une base de donnée permettant de gérer, modifier, archiver et diffuser de l'information. La plupart des journaux en lignes, qu'il s'agisse de médias libres – comme Indymedia – ou non, utilisent ce système de publication distribué librement sous licence Gnu-Linux.

Comme il nous importe de visibiliser la manière dont ces luttes se déplacent, sur un territoire donné, sur une échelle de temps donnée, nous utiliserons Mapomatix, un outils permettant la réalisation de cartographies subjectives et participatives en ligne. Dans PGS versus GPS⁶ Yves Degoyon et El Pueblo de China expliquent que les Systèmes de Positionnement Global (GPS) et outils de cartographie et de surveillance utilisant les technologies de réseaux sont avant tout au service de l'identification et de la traçabilité d'individus-objets. Cette traçabilité s'opère à travers un certain nombre de filtres, tels que l'âge, la nationalité, la situation familiale, géographique... dessinant des profils de consommateurs. Ces outils d'identifications, pilotés par de grandes compagnies de télécommunications, s'inscrivent dans la logique du marché et sont producteurs de normes. Ils sont bien sûr indifférents, incapables de rendre compte de l'expérience sensible vécue par un individu ou un groupe d'individus dans un lieu donné ou dans une trajectoire. Il semble donc primordial de développer des outils permettant de contrer ces logiques-là. MapOMatix⁷ est un logiciel libre permettant la réalisation de cartographies subjectives via un simple navigateur Web. Cet outil est pensé comme une « plate-forme d'activités collaboratives » au service de collectifs...

Le Système Psycho Géographique (PGS) que propose MapOMatix s'oppose au Système de Positionnement Global (GPS). Sa création est motivée par la nécessité d'apporter aux réseaux sociaux des « outils de collaboration, tous partageables et Open Source, fonctionnant sur une logique de noeud et de réseau et non sur une logique de système cen-

tralisé, permettant l'alimentation et l'adaptation de l'outil par l'utilisateur même. Chaque information entrée dans la base de donnée « peut-être située à un moment précis sur une échelle de temps. MapOMatix dans ce sens est un géo-wiki où l'état de chaque carte à un moment donné peut être rappelé à tout moment, permettant à des personnes de visualiser l'état d'un conflit ou d'un territoire à une date donnée, gardant l'histoire et la mémoire de toutes les actions effectuées par le temps. Utilisé de cette façon, il s'indique comme un outil pour la mémoire collective »⁸.

Ces outils d'archivage et de création cartographique nous intéressent dans la mesure où ils permettent une correction et une réactualisation des données par tout type d'utilisateurs. Le projet de cartographie des luttes urbaines et conquêtes d'espaces s'envisage comme une archive vivante. Les anecdotes et recettes collectées auprès de ou par les acteurs même de ces luttes seront disponibles, comme autant de recettes ré-agencables – sur le mode de l'Open Source – à redéployer dans d'autres espaces...

« Nous n'échapperons pas aux processus d'assujettissement si nous ne sommes pas d'abord sensibles – ce qui implique de s'en donner les moyens techniques – aux zones plus instables de leur fabrication, et nous ne pourrions maintenir et prolonger ce qui s'expérimente collectivement sans un ensemble de techniques d'être ensemble, de modes singuliers d'existences collectives. »

LA XV^e BIENNALE DE PARIS, UN OUTIL EN CONSTRUCTION ?

Si nous diffusons ce projet cartographique dans ce catalogue, c'est que nous imaginons qu'un des objets de la XV^e Biennale de Paris est de reconquérir un espace habituellement réservé aux institutions artistiques dépendantes du pouvoir politique du moment.

Ainsi, la reconquête de cet espace de représentation artistique par l'appropriation de l'objet « Biennale de Paris », et

sa redéfinition potentielle par un public d'utilisateurs, permet, par l'usage symbolique qu'elle véhicule, la mise en lumière de zones habituellement reléguées au champ du « social » et de « l'alternatif ». Zones qui pourtant travaillent à la création de nouvelles formes d'organisations collectives, créant des esthétiques que nous trouvons souvent plus questionnantes que beaucoup de productions se revendiquant du seul champ de l'art. [...]

Ainsi nous pourrions nous questionner (comme nous l'avons fait plus haut au sujet des luttes urbaines), sur les limites de l'outil « XV^e Biennale de Paris ». Jusqu'où pouvons-nous déplacer la plus-value artistique ? Où s'arrête la valeur d'usage de la Biennale ? Dans le cas des luttes urbaines par exemple, si nous décidions d'occuper des espaces physiques au nom de la Biennale de Paris, en revendiquant la qualité artistique d'une occupation illégale afin de créer une forme de jurisprudence, qu'advierait-il ? Si la forme « association loi 1901 » protège juridiquement la Biennale d'une réappropriation par les institutions étatiques, ne constitue-t-elle pas une limite en nommant des individus plus que d'autres responsables juridiquement de cette construction ? Tout cela reste à travailler.

La XV^e Biennale de Paris est là envisagée comme un outils en construction. Il y a des zones aveugles et des incertitudes sur les potentialités de cet outil. Tout dépend de la mise en commun des données⁹. Le « code source » de la Biennale est-il ouvert ? ■

Syndicat d'Initiatives
Le 8 septembre 2006.

Notes

1. John Dewey, *L'art comme expérience*

2. « La mondialisation économique signifie l'accroissement de la mobilité du capital et la possibilité pour les capitalistes de s'affranchir des contraintes spatiales. Paradoxalement, cet affranchissement va de pair avec une sensibilité accrue au territoire, notamment aux villes comme possible lieu d'investissement et de vie. Le capitalisme prend alors l'avantage sur les États nationaux et permet le processus de « destruction créatrice » par la désindustrialisation de villes et de régions (Liverpool, Glasgow, Sheffield, Bradford), alors qu'ailleurs un nouveau développement industriel se fait jour (Modena, Vincenza). Les villes (au sens des coalitions gouvernantes) tentent plus ou moins de se situer dans le cadre d'une certaine concurrence pour attirer investissements publics, cadres, entreprises et services. » Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine : « Vers des villes acteurs en Europe », <http://cnrs.fr/Cnrspresse/n24a6.html>
Voir encore Saskia Sassen : « Inclure les villes dans l'analyse de la mondialisation économique et de la domination des industries de l'information ajoute trois dimensions importantes. D'abord cela décompose l'État-nation en différentes composantes qui peuvent aider à comprendre l'activité économique internationale et les capacités de régulation. Deuxièmement cela déplace l'intérêt du pouvoir des grandes entreprises sur les gouvernements et les économies vers l'ensemble des activités et des arrangements organisationnels nécessaires pour réaliser et maintenir un réseau mondial d'usines, de services et de marchés ; tous ces processus ne sont qu'en partie recouverts par les activités des firmes transnationales et des banques. Enfin cela contribue à attirer l'attention sur la question du lieu et sur les concentrations stratégiques d'infrastructure et de capacités productives nécessaires à l'activité économique mondialisée. Les processus de mondialisation économique sont alors reconstitués en tant que complexes productifs concrets, situés dans des lieux spécifiques accueillant une multiplicité d'activités. Centrer l'attention sur les villes conduit à une géographie mondiale des lieux stratégiques en même temps qu'à des micros géographies et des analyses politiques de chacun de ces lieux. La transformation de la composition de l'économie mondiale, en particulier la montée des services financiers et d'innovation en tant qu'industries dominantes, contribue à un nouvel ordre économique international, dominé par les centres financiers, les marchés mondiaux, et les firmes transnationales. Il s'ensuit une croissance significative de nouvelles catégories politiques telles que *sub* et *supra*-national.

Les villes qui fonctionnent comme centres financiers et de commerce sont les lieux de transactions directes avec les marchés mondiaux. *L'État et la ville globale : notes pour penser l'inscription spatiale de la gouvernance*, par Saskia Sassen.

3. « Les prospectives prédisent que durant les décennies à venir, près de 80% de la population mondiale vivra dans des agglomérations urbaines à cela il convient d'ajouter que les autres 20% résiduels de population rurale ne dépendront pas moins de l'économie et des technologies des villes. En fait, c'est la distinction ville/nature qui se modifiera profondément, les territoires « naturels » relevant en grande partie de programmes d'aménagement de touriste, de loisir, de résidence secondaire, de réserve écologique, d'activité industrielles télématiquement déconcentrées. Ce qui subsistera de la nature devrait donc devenir l'objet d'autant de soins que le tissu urbain. D'une façon plus générale, les menaces qui pèsent sur la biosphère, la poussée démographique mondiale, la division internationale du travail conduiront les opinions publiques urbaines à penser leur problème particuliers sur fond d'écologie planétaire. Mais ce pouvoir hégémonique des villes est-il nécessairement synonyme d'homogénéisation, d'unification, de stérilisation de la subjectivité ? Comment se conciliera-t-il, à l'avenir, avec les pulsions de singularisation et de reterritorialisation qui ne trouvent aujourd'hui qu'une expression pathologique à travers la remontée des nationalismes, des tribalismes et des intégrismes religieux ? » *Pratiques écosophiques et restauration de la cité subjective*, par Félix Guattari, <http://multitudes.samizdat.net/Pratiques-ecosophiques-et.html>

4. Didier Debaise, « Expérimentez, n'interprétez jamais », *Multitudes* n° 23 (hiver 2005-2006), introduction à la Mineur « Expérimentations politiques »

5. « Le phénomène du logiciel libre est caractérisé par un style coopératif de développement d'outils informatique. La publication du code source d'un programme, induit une réciprocité potentielle entre concepteurs et utilisateurs, dans le cadre de transferts de compétence gratuits. Cette transparence et cette distributivité des éléments constitutifs de l'outil interpelle le mode du secret, et la capitalisation individuelle des compétences induite par le management industriel et culturel Le concept de logiciel libre modélise une « oeuvre/outil », et non plus une « oeuvre/résultat ». Il instaure la possibilité de relations horizontales entre des opérateurs qui sont des co-élaborateurs. Les processus de conception partagés en réseaux expérimentent un nouveau partage de la décision en redistribuant les effets de centre et de périphérie. », « Les Génériques coopératifs – Le partage de la décision dans le processus de

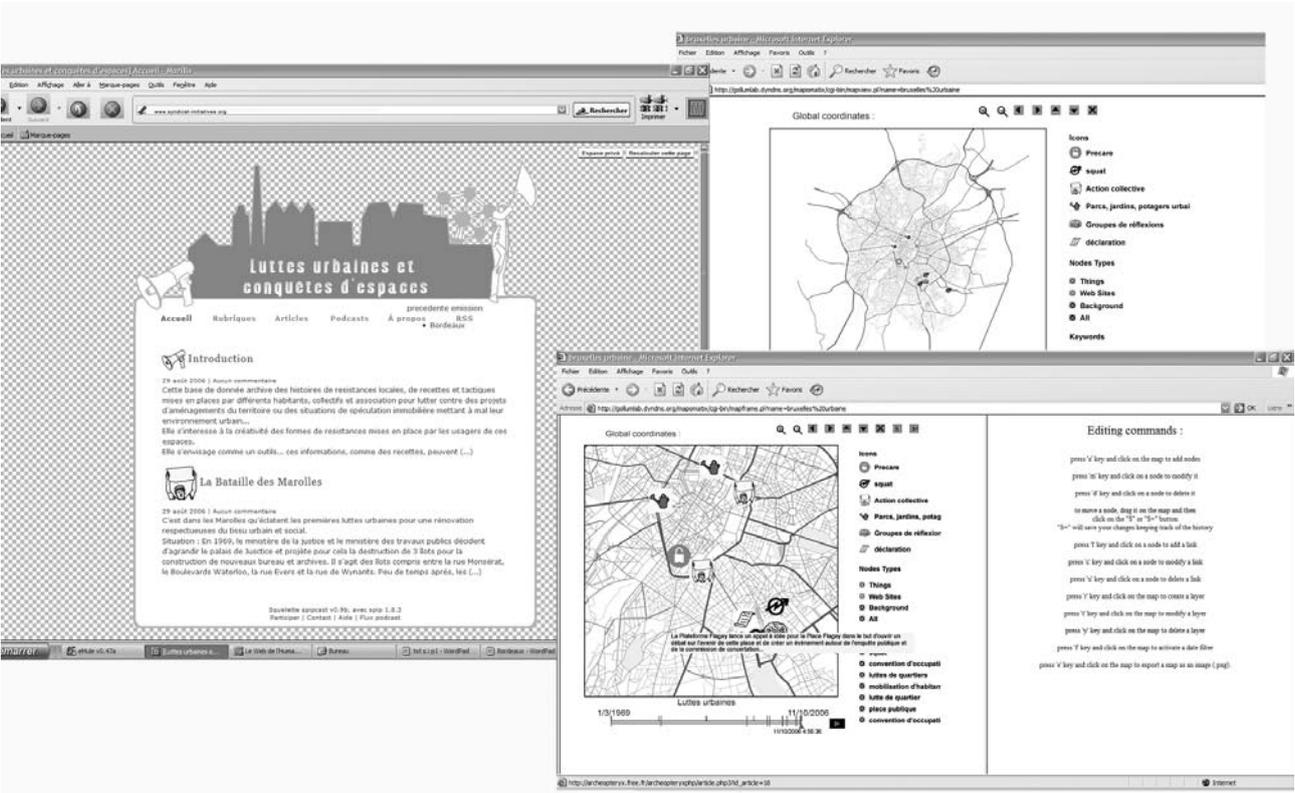
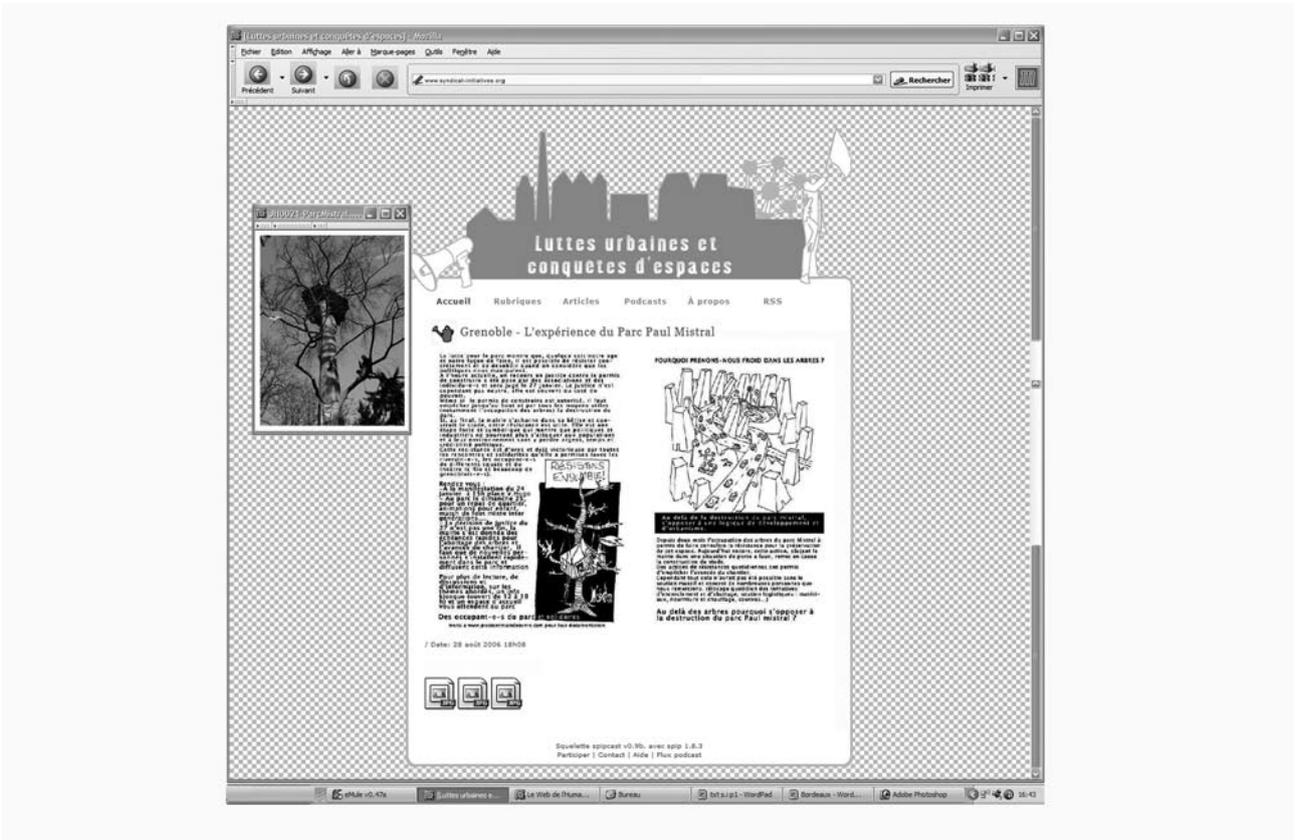
conception » par François Deck, 2004

6. <http://mapomatix.sourceforge.net/mapOmatix-3.pdf> : PGS versus GPS : On Psycho/Subjective Geographic System, by elpueblodechina dialoguing with yves degoyon (MapOMatix)

7. <http://mapomatix.sourceforge.net/>
Mapomatix est développé par Yves Degoyon, Sergio Moreno, Jaume Nualart, el pueblo de china et d'autres. A ce jour il nécessite le téléchargement d'un plugin-svg et l'utilisation d'Internet Explorer comme Navigateur, ce qui entrave son usage...

8. « La Cathédrale et le Bazard analyse le succès d'un projet de logiciel dont le code source est ouvert et oppose deux styles de programmation : Le style Cathédrale, vertical, et le style Bazar, horizontal De ce texte je saisis les chapitres 2, 3 et 4 qui s'intitulent : Le Courier doit passer – De l'importance d'avoir des utilisateurs – Distribuez tôt, mettez à jour souvent – Ces déclarations qui résonnent comme des consignes techniques ont également une portée très explicitement esthétique au sens où elles induisent un style de processus où la conception s'ouvre au récepteur « Les Génériques coopératifs – Le partage de la décision dans le processus de conception » Par François Deck, 2004.

9. Nous nous reportons là à un article de Flora Loyau sur le collectif Gran Fury qui détournait l'art et les médias pour sensibiliser l'opinion publique au problème du Sida. [...] « Gran Fury doit son existence à un commissaire d'exposition, Bill Olander, qui a invité Act Up à faire une installation dans la vitrine du New Museum de New York. Il a ainsi fait comprendre aux activistes que le système de l'art pouvait être un outil pour la cause et dans un même mouvement, a ouvert la voie à un engagement (engouement ?) du monde de l'art dans cette même cause. Il faut cependant noter le fait qu'une majorité des membres de Gran Fury étaient des artistes, conscients, voire acteurs, d'un mouvement de critique de la représentation et des médias engagés dans la seconde moitié des années 70 (avec Barbara Kruger, Jenny Holzer, Richard Prince, etc.). Bill Olander a assumé le pouvoir de légitimation que détient tout acteur de la scène culturelle : il a pointé l'intérêt conceptuel d'une activité militante, dans la continuité d'un mouvement déjà reconnu, et a participé à l'élargissement de sa définition. Gran Fury, dans ce contrat tacite, accepte la « valeur artistique ajoutée » – une valeur symbolique – qu'implique son inclusion dans le monde de l'art, à la condition de bénéficier de privilèges venant renforcer la valeur d'usage des projets. » [...] – Flora Loyau, « Détournement de l'art et des médias pour une efficacité politique : l'exemple de Gran Fury », *Multitudes* n° 15 (hiver 2004).



Luttes Urbaines et conquêtes d'espaces. Base de données en construction.

